

LA POLITIQUE SCOLAIRE DE LA MISSION CATHOLIQUE EN PAYS KABIYÈ (1931-1956), Abaï BAFEI, Komlan KOUZAN (Université de Kara - TOGO)

excellencebafei@gmail.com / ekouzan2001@gmail.com

Résumé

En pays kabyè comme ailleurs au Togo, l'histoire de l'enseignement est presque dominée par l'action des missions chrétiennes. Pour les missionnaires, l'éducation occidentale était un moyen privilégié pour atteindre leur objectif : la conversion au Christianisme. Une instruction rudimentaire devait suffire à rendre les idées chrétiennes compréhensibles et à entraîner le rejet des pratiques et des croyances africaines jugées par les responsables religieux et par les missionnaires de barbares et de païennes. L'école catholique a été réellement le moyen par lequel l'Église catholique a pu s'introduire dans la société kabyè en dépit de la résistance. Grâce à l'enseignement religieux donné dans ses écoles, l'Église catholique parvint à convertir beaucoup de jeunes kabyè au catholicisme. L'emprise religieuse sur les instruits est aussi à mettre à l'actif des enseignants qui, par leur capacité de transmettre des connaissances, celles du Blanc, avaient le pouvoir de réunir plus facilement les élèves. L'œuvre scolaire de la mission catholique a été à la fois l'élément qui a accéléré la déperdition des us et coutumes et la mobilité sociale et spatiale en pays kabyè.

Mots clés : Politique scolaire, mission catholique, mutations socioculturelles, pays kabyè.

THE SCHOOL POLICY OF CATHOLIC MISSION IN KABIYÈ COUNTRY (1931-1956)

Abstract

In Kabyè country as elsewhere in Togo, the history of education is almost dominated by the action of Christian missions. For missionaries, Western education was a preferred means to achieve their goal: conversion to Christianity. Rudimentary education had to be enough to make Christian ideas understandable and to lead to the rejection of African practices and beliefs judged by religious leaders and missionaries to be barbaric and pagan. The Catholic school was really the means by which the Catholic Church was able to introduce itself into Kabyè society despite resistance. Thanks to the religious teaching given in its schools, the Catholic Church managed to convert many young Kabyè to Catholicism. The religious influence on the educated is also to be attributed to teachers who, through their ability to transmit knowledge, that of the White, had the power to bring students together more easily. The educational work of the Catholic mission was both the element which accelerated the loss of habits and customs and social and spatial mobility in Kabyè country.

Keywords: School policy, Catholic mission, sociocultural changes, Kabyè country.

Introduction

Durant la colonisation, les moyens communs à toutes les Missions chrétiennes en matière d'évangélisation furent l'école, les catéchuménats, les prédications et les dispensaires. De tous, l'école était de loin et pour toutes les Missions, le moyen, l'instrument privilégié pour évangéliser les populations (K. Napala, 2007, p. 159). Ainsi, dès leur implantation au Togo et plus tard dans les régions de l'intérieur du pays, les missionnaires durent commencer par l'enseignement, moyen idéal pour réussir l'évangélisation. Implantée dans les années 1920 en pays kabyè¹, l'église catholique n'a jamais perdu de vue ce rôle que devait jouer l'école. Certes, l'entreprise scolaire ne fut pas chose facile pour les catholiques : difficultés relatives non seulement au contexte colonial caractérisé par la mainmise de l'administration coloniale française sur l'enseignement, mais aussi aux conditions financières qu'a connues la mission catholique de l'époque sans oublier la réticence des Kabyè face à l'école en général et particulièrement celle du prêtre. Quelle a été la politique scolaire de la mission catholique et comment a-t-elle engendré des mutations socioculturelles en pays kabyè de 1931 à 1956 ? Répondre à cette interrogation et aux implications diverses, revient à identifier les structures scolaires mises en place en vue de la réussite de l'apostolat dans cette région. Il s'agit également de s'interroger sur les conséquences de l'enseignement privé catholique dans le pays kabyè. Quelles sont donc les écoles implantées par l'église catholique entre 1931 et 1956 en pays kabyè ? En quoi la politique éducative catholique a-t-elle généré des implications socioculturelles ? Telles sont les interrogations auxquelles nous tenterons d'apporter les éléments de réponses dans le présent article qui couvre la période 1931-1956. L'année 1931 marque la création de la première école catholique du pays kabyè alors que 1956 est celle de l'ouverture de l'institution catholique secondaire de Lama-Kara qui devint le Collège Chaminade de Kara en 1958.

Cet article s'appuie sur une documentation constituée de quelques témoignages oraux, des ouvrages généraux, des thèses, des mémoires. Les informations tirées de ces sources sont analysées puis critiquées afin de garantir la validité de l'étude. Ainsi dans une approche thématique, l'article est structuré autour de trois points, à savoir la politique scolaire de la mission catholique en pays kabyè (1931-1956) ; l'implantation des écoles en pays kabyè, une tâche laborieuse pour l'Église catholique (1931-1956) et le bilan des implications socioculturelles de l'enseignement scolaire catholique en pays kabyè en 1956.

1. La politique scolaire de la mission catholique en pays kabyè : l'école au service de l'Église (1931-1956)

¹ Le pays kabyè est la région située à 450 kilomètres de Lomé au Nord-est du Togo qui s'étend sur environ 1 000 à 1 200 km². Il se localise entre 90° 30' et 10° latitude nord et 1°5' et 20° longitude est (E. Batchabani, 2007, p. 4).

La présence de la mission catholique en 1926 en pays kabyè s'insère dans le lent mouvement de christianisation qui s'est déclenché au Sud-Togo, où la plupart des missions chrétiennes s'étaient enracinées, en direction du Nord, une région qui leur était ouverte en 1912 par le décret impérial². Dans leur conquête du terrain, les missions chrétiennes avaient une idéologie et des méthodes propres. Chacune d'elles visait également un territoire bien défini, ce qui n'excluait pas des conflits d'intérêt (N. W. Mayeda, 2002, p. 76-77). La particularité du pays kabyè rendait la tâche difficile à l'Église catholique. En effet, contrairement à la côte togolaise et aux autres localités comme Alédjo, Bafilo, etc. où l'Église est pionnière en matière de scolarisation, le pays kabyè abrite déjà deux écoles publiques : l'école de Lama-Kara ouverte en novembre 1926 et celle de Kouméa créée en 1929. Dans ce contexte, en quoi a consisté la politique scolaire de la mission catholique en pays kabyè ?

1.1. L'école comme moyen d'évangélisation

La politique scolaire de l'Église catholique n'était pas guidée par une volonté d'instruire les Kabyè au vrai sens du terme, mais de les gagner au christianisme. Cette conception de l'école par les catholiques n'est pas propre au pays kabyè puisque Martin Schlunk (N. Ali, 1982, p. 15) disait dès l'époque coloniale allemande que l'école, pour la mission catholique, est devenue synonyme de « moyen missionnaire » en Afrique de l'Ouest. Toutefois, l'existence de deux écoles en pays kabyè exclut, dès le départ toute réelle volonté d'instruire et d'éduquer une population déjà réfractaire à la nouvelle religion que les missionnaires apportent avec eux.

En effet, l'enseignement est une composante majeure du travail missionnaire, celui de l'évangélisation dont la finalité est la transformation radicale de l'être, la formation de l'homme nouveau (K. Napala, 2007, p. 645). C'est pourquoi la politique scolaire de l'Église catholique consista à se servir de l'école afin de s'assurer de ses fidèles. L'école devait contribuer à la croissance et au développement de l'Église. Elle avait pour tâche d'arracher les enfants kabyè, dès leur bas âge, à leurs parents et à leur religion ancestrale qualifiée de « satanique » afin de les éduquer dans un esprit chrétien. Les enfants inscrits à l'école catholique constituent la courroie de transmission de l'Évangile entre les missionnaires et les non chrétiens. Ils devaient, par cette nouvelle éducation, convaincre et influencer leurs frères à se donner à la nouvelle religion. Ce système de transmission de l'Évangile fonctionna bien grâce à l'attrait qu'exerçaient les élèves des écoles catholiques sur leurs camarades non scolarisés³.

² Par ordonnance du 20 septembre et du 05 octobre 1907, le gouverneur J. Graf Zech interdit l'accès et le séjour dans la région du Nord-Togo (Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Mango, Yendi) à tout étranger et à tout Togolais n'appartenant pas à cette région (N. L. Gayibor, 2011, p. 127).

³ D'après le témoignage de Assoti Mathias, ancien élève à l'école primaire catholique de Soumdina-Bas, le traitement des élèves était différent selon qu'on est à l'école catholique, publique ou protestante. Dans le premier cas, l'attrait était plus grand du fait des cadeaux

De ce fait, tous les enfants inscrits dans les écoles catholiques étaient considérés comme des convertis au christianisme. Ces enfants, une fois inscrits, devaient recevoir une formation qui fera d'eux des êtres nouveaux prêts à abandonner la religion dite traditionnelle pour embrasser le christianisme.

1.2. L'école catholique pour l'éducation et la formation des Kabiye

L'éducation chrétienne commence à proprement parler à l'école. Lorsque Mgr Strebler arrive dans la préfecture apostolique de Sokodé dont fait partie le pays kabiye, son projet de société est clair : concevoir une éducation de la masse, tandis que l'élite sera dirigée vers le sommet afin de promouvoir le clergé indigène. Il faut, dit-il, rendre le chemin du Sacerdoce possible par une éducation chrétienne convenable et précoce (K. Napala, 2007, p. 646). C'est dans cet ordre d'idée qu'arrivé à la tête du vicariat apostolique de Lomé, il s'impose comme tâche de « consolider la clef de voûte ». Il s'agit précisément, d'après le rapport des Archives de la société des missions africaines (A.S.M.A) de :

placer d'abord l'éducation et viser avant tout à former le caractère des enfants. Cette formation embrasse nécessairement toute la personne et toute la vie humaine, sous toutes ses formes sensibles et spirituelle, intellectuelle et morale, individuelle, domestique, sociale, pour l'élever, la régler et la perfectionner d'après les exemples et la doctrine de Christ. C'est cette éducation, basée sur la droite raison éclairée par la lumière surnaturelle qui est la clef de l'avenir de notre jeunesse, la seule force qui puisse guider et soutenir notre élite » (K. Napala, 2007, p. 646).

D'après l'analyse de Napala (2007, p. 320), sans l'école l'Église catholique n'aura jamais de clergé indigène et les catholiques seront toujours la classe la plus pauvre du pays laissant la première place aux non catholiques. Il faut donc promouvoir le clergé indigène grâce à une éducation chrétienne tout en formant les hommes d'État, l'élite de demain. Outre ces deux rôles de l'école catholique, il existe un troisième, celui du « combat ».

1.3. L'école catholique, une arme contre le non catholique et la tradition kabiye

D'emblée, il faut dire que les rôles de l'école ont évolué au fil des années et suivant les circonstances. Ainsi, de la volonté de convertir les Kabiye à la foi chrétienne, est né l'esprit de concurrence et de rivalité entre l'église catholique et les autres confessions religieuses. Dans cet esprit de concurrence haineuse, les rôles étaient décisifs.

En effet, dans les années 1930, les projets d'évangélisation et la progression de l'islam en milieu kabiye constituaient une grande menace pour l'œuvre d'évangélisation catholique en termes de concurrence. L'enjeu dans cette région du Nord nécessitait des mesures urgentes de grande envergure comme l'explique Mgr Cessou :

(semoule, sucre, habits) qu'on distribuait aux élèves (entretien du 09 mars 2010 à Soumdina-Sodoa).

Conscient et alarmé des progrès de l'islam et soucieux de la menace protestante - d'autant plus à craindre que l'action en pays kabrais-Losso sera menée par des jeunes gens de cette tribu actuellement en formation au « séminaire » de Gobé- j'ai insisté oralement et par écrit auprès du T. Rév. Père Vicaire Provincial de Strasbourg et auprès du T. Rév. Père Vicaire Général, pour qu'ils commencent sans tarder, auprès de notre Éminence, les démarches nécessaires pour obtenir la création de la préfecture apostolique du Nord-Togo (...) (K. Napala, 2007, p. 316-317).

Dans cette atmosphère, l'école du prêtre, comme on la désignait en pays kabyè, devait servir d'instrument de lutte contre tout ce qui est contraire au catholicisme, y compris les écoles protestantes et islamiques, la religion des Kabyè étant la première ennemie. L'importance de ce rôle nécessitait qu'une définition soit donnée à l'école catholique qui est, selon Mgr Cessou, « celle où tout l'enseignement, toute ordonnance de l'école : personnel, programme, livres sont réglés par un esprit vraiment chrétien, sous la direction et sous la maternelle vigilance de l'Église, de telle façon que la religion soit le fondement et le couronnement de l'enseignement à tous les degrés » (K. Napala, 2007, p. 647).

Cette définition rend compte, à notre avis, de la haine et du mépris que la mission catholique avait pour les autres écoles⁴. Elle rappelle sans nul doute la soif des missions chrétiennes à gagner des âmes pour le christianisme au moyen de l'école d'une part, leurs divisions et leurs querelles d'autre part. Ceci était visible et devenait un scandale public à cause de la concurrence inter-ecclésiastique dans l'enseignement (S. K. Occansey, 1972, p. 136). La lutte engagée contre le protestantisme et l'islam passe par la formation de la jeunesse : « La formation de la jeunesse est notre devoir immédiat le plus grave, à l'heure actuelle pour christianiser le pays et l'arracher à l'islam et au protestantisme » précise le rapport quinquennal de Sokodé de 1945. Par ailleurs, Mgr Strebler ne cache pas son hostilité envers les écoles de l'administration française quand il écrit : « La laïcité et l'école laïque est le grand ennemi du christianisme au Togo » (K. Napala, 2007, p. 320). Contre les pratiques traditionnelles, l'école catholique invitait les élèves à s'en éloigner. Elles étaient traitées de « sataniques ». Pas plus que la religion traditionnelle, les hérétiques et les schismatiques sont visés par l'enseignement catholique.

C'est en cela qu'il faut apprécier les efforts de scolarisation de la mission catholique en pays kabyè.

2. L'implantation des écoles en pays kabyè, une tâche laborieuse pour l'Église catholique (1931-1956)

L'application de sa politique scolaire nécessitait un ensemble d'infrastructures dans les localités où les stations étaient fondées. Ce que la Mission

⁴ L'Église catholique distinguait d'ailleurs trois sortes d'écoles : les écoles catholiques, les écoles dites neutres, puis les écoles dites hostiles. Pour plus de détails, consulter la thèse K. Napala, 2007, *Les forces religieuses et les rapports interreligieux au Togo sous la colonisation française : 1914-1960*, p. 644-648.

catholique fit en dépit de nombreuses difficultés. Quelles sont les écoles implantées par les catholiques de 1931 à 1956 ?

2.1. Les exigences administratives et les difficultés financières

D'emblée, il faut dire que l'Église catholique était embryonnaire sinon très jeune en pays kabiye. Si l'implantation d'écoles s'imposait à elle, il n'en demeure pas moins qu'elle devait le faire dans la limite de ses moyens, mais surtout dans le strict respect des dispositions de l'administration française. En effet, l'arrêté du 27 septembre 1922 subordonnait l'ouverture des écoles privées à une autorisation du Commissaire de la République, accordée après avis du chef de circonscription. Aussi, l'enseignement donné devait être identique au programme de l'enseignement officiel. Le niveau minimum exigé pour les moniteurs autochtones est le certificat d'études primaires élémentaires. Ce fut la mainmise totale de l'administration française sur l'enseignement. Dans ces conditions, l'ouverture des écoles nécessitait assez de moyens financiers.

Or, l'Église catholique manquait suffisamment de moyens financiers aussi bien pour la multiplication des écoles que pour le recrutement du personnel enseignant (diplômé) dans une région où l'école commence à peine. Cette situation affecta naturellement le travail scolaire comme le remarque L. Péchoux (1939, p. 342) :

La charge écrasante que représentait pour les missions, l'entretien des écoles et le paiement de la solde des moniteurs, également les difficultés de recruter un personnel enseignant répondant aux strictes prescriptions du texte organique, ont été la cause d'une régression marquée, dans la qualité de l'enseignement donné.

C'est donc dans ces conditions très peu favorable que les écoles catholiques du pays kabiye ont été créées. Les Kabiye eux-mêmes ont été réticents à inscrire leurs enfants pour des raisons économique et culturelle.

2.2. Le processus de création d'écoles (1931-1956)

On peut distinguer deux périodes dans ce processus. D'une part, on a la période d'expérimentation qui court de 1931 à 1942. Elle est marquée par des tâtonnements et des hésitations. Les missionnaires déjà en difficultés financières redoutaient un investissement inutile dans le domaine scolaire à cause du poids de l'éducation traditionnelle et surtout à cause de l'attitude des parents très peu favorables à l'école, notamment celle du missionnaire.

Ainsi, la toute première école primaire catholique (EPC) du pays kabiye date de 1931. Elle fut ouverte par les sœurs religieuses ; c'était une école de filles. Dénommée école catholique de Kara-ville, elle visait la formation et l'instruction des jeunes filles⁵.

⁵ De nos jours, elle est mixte et son ancien site est celui de l'actuel Collège Adèle.

En 1933, une autre école fut ouverte à Soumdina-Bas. Elle accueillit 21 élèves dont 14 garçons et 7 filles dès son ouverture. Cette école fut transférée en 1939 de Tchidjaoudè, son premier site, à Pidah face au marché qui s'anime le vendredi (A. Baféi, 2010, p. 39-40). L'EPC de Tchitchao, contrairement à l'affirmation selon laquelle elle a été la première école créée par la mission catholique en pays kabiye (N. W. Mayeda, 2009, p. 199), fut plutôt la troisième école implantée sur décision n°295 du 30 mai 1938, de l'administration qui fit d'elle l'une des écoles reconnues et subventionnées. Elle débuta avec un effectif de 45 élèves. Les quelques premiers élèves furent Adjola Raphaël, Agaté Clément, Pérèzi Maurice, Nabédé Antoine, Pilinga Pascal (M. S. Padabadi, 2006, p. 6). Quant à l'EPC de Yadè-Nord, elle ouvre ses portes le 1^{er} novembre 1942 grâce à la sœur Marie-Charles⁶. C'était une école ménagère. Tout comme celle de Kara-ville, l'école ménagère de Yadè-Nord avait pour objectif de préparer les jeunes filles à leur futur statut d'épouses et de mères, de ménagères, même si leur conversion à la nouvelle religion était vivement souhaitée.

Au cours de cette première phase, seuls quatre établissements scolaires catholiques fonctionnaient pour tout le pays kabiye de 1931 à 1942. Non seulement ce nombre était insuffisant pour une population estimée à plus de 82 690 habitants (A. Baféi, 2010, p. 40), mais encore aucun de ces établissements ne menait jusqu'au certificat. Par conséquent, l'éducation y était très élémentaire. Toutes les conditions défavorables précédemment décrites expliquent cette lenteur dans le processus de création d'écoles. Face aux difficultés du terrain, les missionnaires procédèrent à l'étude du terrain afin de mieux exercer un attrait sur les populations. La donne changea à partir de 1942.

D'autre part, la phase d'expansion qu'on peut qualifier d'âge d'or des écoles catholiques va de 1942 à 1956. La caractéristique essentielle de cette période est la multiplication rapide des écoles à travers le pays kabiye. Qu'est-ce qui explique ce changement ? Deux raisons peuvent être avancées : le nouveau climat qui régnait entre l'administration coloniale française et les missions chrétiennes d'une part, et d'autre par les nouvelles stratégies adoptées par l'Église catholique.

En effet, après des périodes d'hésitations, la France est arrivée à la conclusion que l'enseignement public à lui seul n'arriverait pas à assurer la scolarisation des indigènes de ses colonies. D'ailleurs, les missions ne pouvaient espérer, sans l'appui de l'État, arriver à éduquer la masse des enfants fréquentant leurs écoles. Ainsi, une collaboration entre l'administration et les missions devenait indispensable (S. K. Occansey, 1972, p. 139), même si cette collaboration n'a pas été facile et l'acquis n'était jamais définitif. De plus, la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) a contraint l'administration coloniale française à collaborer avec les missions.

⁶ Elle fait partie des quatre premières religieuses de la communauté des petites servantes du Sacré-Cœur de Menton qui arrivèrent à Yadè en 1939.

Par ailleurs, l'expansion de l'école catholique s'explique par le renforcement des méthodes d'apostolat. Semblables à celles de la période 1926-1940, les stratégies mises en œuvre pour atteindre les populations se sont cependant approfondies avec le temps. Cette fois-ci, « les catholiques cherchèrent à se fixer dans les centres peuplés importants afin de rayonner à partir de là dans les villages, en établissant des postes secondaires » (K. Napala, 2007, p. 527). Ce qui justifie le transfert de la mission de Tchitchao à Yadè. Ce transfert fut un tournant décisif dans la croissance de l'Église, mais aussi dans le processus d'implantation d'écoles dans la mesure où le renforcement des méthodes d'apostolat consistait également à implanter de nouvelles écoles⁷.

Ainsi, dès le 19 mars 1942, le Père Joseph Fischer s'installe définitivement à Yadè et ouvre l'école des petits clercs et une grande école de garçons (Évêché de Kara, 2006, p. 8). Cette dernière fut l'unique école de la région qui menait jusqu'au certificat, puisqu'elle était une école régionale reconnue par l'administration coloniale. Elle fut dotée de deux nouvelles classes de CM1 et CM2 par l'arrêté n°121 du 6 mars 1944 fixant le nombre et l'emplacement des écoles privées du territoire (P. A. Sanda, 2006, p. 90). Les élèves des autres écoles y venaient compléter leur scolarité. Ils venaient de Niamtougou, Siou, Kanté, Paratao, Adjégré, Tchébébé, etc. (A. Baféi, 2010, p. 52). Ce qui dénote de la diversité d'origine des élèves et donc de la popularité de cette école. En 1945, l'EPC de Féoudah fut ouverte grâce au Père Joseph Roth. A partir de 1948, l'école catholique dans son ensemble connut un essor florissant lorsque les missionnaires vont atteindre les populations des montagnes. Successivement les écoles de Tcharé (1948), de Soundina-Haut (1950), de Tchikawa (1953), de Bohou (1954) et de Lama-Poulou (1955) furent implantées.

Le pays kabiya connut son premier établissement secondaire en 1956. L'histoire de cet établissement, celui qu'on peut nommer "la Sorbonne" de l'élite kabiya remonte au 13 octobre 1956. À cette date, sous l'impulsion de son premier supérieur, le Père Camille Riedlin, l'institution secondaire catholique de Lama-Kara fut ouverte par les Pères de la Société des Missions Africaines de Lyon sous le haut patronage de son Excellence Monseigneur Lingenheim, alors Évêque de Sokodé. À cette époque, il était interdit aux écoles laïques, privées ou confessionnelles de faire usage du mot « Collège » exclusivement réservé aux établissements publics ou officiels. Pour cette raison, les promoteurs ont choisi le nom « Institution » pour leur œuvre (P. Possoli, 2007, p. 27). L'institution comptait à son ouverture deux classes de sixième.

Comme on peut le remarquer, la période 1942-1956 a connu plus d'écoles (7 au total) par rapport à celle de 1931-1942 (4 seulement). Ainsi que l'indique le tableau n°1, le pays kabiya comptait en 1956, une douzaine d'écoles catholiques bien connues des populations.

⁷ Toutefois, la mission catholique devait prendre appui sur les quelques écoles déjà ouvertes pour accélérer son œuvre de scolarisation en pays kabiya en s'inspirant des expériences passées.

Tableau n°1 : Liste des écoles catholiques du pays kabyè les plus connues de la période 1931-1956

Écoles	Dates de création	Premiers directeurs
EPC Kara-ville G/A	1931 ^{*8}	AKIZOUSSIM
EPC Soumdina-Bas	1933*	ASSIH Adjana
EPC Tchitchao	18/07/1938	WALLA François
EPC Yadè-Nord	1 ^{er} /11/1942	Sœur Maurice-Charles
EPC Yadè-Sud	1 ^{er} /11/1942	AKAKPO Léopold
EPC Féoudah	1945*	GNASSINGBE Alphonse
EPC Tcharè	1948*	ASSIMA Pierre
EPC Soumdina-Haut	1950*	SOGOYOU Bernard
EPC Tchikawa	1 ^{er} /11/1953	SAKA Christophe
EPC Bohou G/A	1954*	PALOU Nestor
EPC Lama-Poulou	1955*	CHONDA Raphaël
Institution secondaire catholique de Lama-Kara**	13/10/1956	RP Camille Riedlin

Source : Liste dressée par la direction diocésaine de l'enseignement catholique de Kara (sans date).

Cependant, il serait un leurre de se limiter à cette liste de quelques écoles. En effet, à côté de ces écoles populaires existaient d'autres ayant une ou deux classes, peu fréquentées et non reconnues par l'administration. C'est pourquoi leur histoire est peu ou pas connue. Ce fut des écoles-catéchismes ou les catéchuménats ou encore des garderies d'enfants ouverts conformément à l'article 3 de l'arrêté n°644 modifiant l'arrêté n°670 du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement privé au Togo⁹. Comme l'indique le tableau n°2, elles étaient les plus nombreuses et l'enseignement y était rudimentaire et dominé par la religion.

⁸ * Les jours et les mois ne sont précisés par manque d'informations ; les témoins ne se souviennent que des années alors que les documents inédits sont imprécis.

** Devint Collège Chaminade de Lama-Kara en 1958.

⁹ Journal officiel du territoire du Togo, 1938, p. 22.

Tableau n° 2 : Liste des écoles catholiques peu connues*¹⁰ : 1931-1956

Cantons	Nom de l'école	
Bohou	-	EPC Pia
	-	EPC Bou
Kémériada	-	EPC Kémériada
Kouméa	-	EPC Karè
	-	EPC Piyo
Lama	-	EPC Fèhèm
	-	EPC Kpèda-haut
	-	EPC Lama-Bo
	-	EPC Gnagbadè
	-	EPC Kolidè
Lassa	-	EPC Aloum
	-	EPC Thohou
	-	EPC Lao-Lao
Pya	-	EPC Djamdè
	-	EPC Kadjika
Soumdina	-	EPC Sétidè
	-	EPC Sodoa
Yadè	-	EPC Atchangbadè * *
	-	EPC Bo * *
	-	EPC Lao * *

Source : A. Baféi, 2010, p. 55.

De tout ce qui précède, il y a lieu de reconnaître que l'Église catholique a réussi, en dépit des difficultés de tous ordres, à couvrir le pays kabiye d'écoles de 1931 à 1956. Déjà en 1955, le pays kabiye, partie intégrante de ce que Mgr Lingenheim a appelé le « joyau de la préfecture de Sokodé », comptait « les écoles les plus nombreuses et les mieux fréquentées » (K. Napala 2007, p. 513).

Toutefois, la plupart des écoles sont ouvertes et fonctionnaient dans des conditions pas assez correctes. Ces écoles ont généralement commencé sous les apatams servant d'Église ou dans des maisons. Les écoles catholiques du pays kabiye, malgré leur nombre limité, ont une influence sur les scolarisés et par ricochet sur toute la société kabiye. Ainsi, le premier objectif, celui de l'évangélisation semble être atteint.

3. Bilan des implications socioculturelles de l'enseignement scolaire catholique en pays kabiye en 1956

Le travail de scolarisation entrepris en pays kabiye par la mission catholique avait pour finalité de gagner les Kabiye au christianisme notamment au catholicisme.

¹⁰ * Les dates de création sont ignorées.

* * Avec la nouvelle répartition des villages et surtout l'absence des témoins oculaires, le site de cette école est difficile à préciser.

C'était le moyen idéal pour réussir l'évangélisation étant donné que les enfants inscrits à l'école catholique étaient considérés comme des chrétiens et la compréhension de la Bible nécessitait un minimum d'instruction. Cette réalité soulève une question : quel a été l'impact des écoles catholiques sur l'évolution de l'Église catholique implantée en pays kabiye ?

Au-delà de cet objectif religieux, il s'agissait pour l'Église catholique, d'entreprendre une modification radicale de la société à partir l'école. Quelles ont été les incidences socioculturelles de la politique scolaire de la mission catholique en pays kabiye ? Avant d'apporter les éléments de réponses à ces interrogations, il y a lieu de préciser qu'il n'est pas possible d'étudier les programmes d'enseignement dans le présent article. Nous nous contentons de présenter les résultats de l'enseignement scolaire dans la vie des scolarisés et par ricochet dans la société kabiye. Toutefois, il faut noter que l'enseignement donné dans les écoles catholiques devait être identique, d'après l'arrêté du 4 septembre 1922, au programme d'enseignement officiel sauf qu'il y avait quelques heures consacrées à l'enseignement religieux. Or, ces programmes ne sont que ceux de la France métropolitaine purement et simplement transférés. Par conséquent, ils sont inadaptés aux réalités du milieu et donc vont entraîner des conséquences pour le Kabiye.

3.1. L'enracinement du catholicisme en pays kabiye en 1956

Le prosélytisme religieux a été la première motivation qui justifie l'implication de l'Église catholique dans l'entreprise scolaire. L'instruction ou l'éducation des Kabiye n'était qu'un objectif accessoire. Ainsi, une bonne partie des fidèles catholiques et du clergé étaient les fruits d'un quart de siècle de scolarisation. Certes, l'école ne fut pas le seul moyen d'évangélisation, mais son rôle dans la progression du nombre des fidèles reste déterminant. L'enracinement du catholicisme en pays kabiye se lit à travers la progression de l'effectif des fidèles et la naissance du clergé "indigène".

D'une part, la progression de l'effectif des fidèles. La méthode qui a consisté à considérer l'école comme un instrument indispensable pour évangéliser le pays kabiye porta très vite ses fruits. Une analyse des effectifs des catholiques consignés dans le tableau n°3 indique un progrès notable des fidèles par rapport aux premières années d'évangélisation. C'est là une évidence lorsqu'on se rappelle les propos des responsables de cette Église selon lesquels « (...) tout écolier païen, qui fréquente nos écoles, est un catéchumène et sera chrétien demain. Si nos écoles périssent, le chiffre de nos gains annuels diminuera » (K. Napala, 2007, p. 327).

Ainsi, en 1955, le rapport de Mgr Lingenheim était encourageant pour l'Église catholique. Les données du tableau n°3 sont expressives.

Tableau n°3 : État des effectifs catholiques du pays kabyè en 1955

Lieux	Catholiques	Catéchumène	Élèves
Kara	612	1 291	689
Saoudè	701	600	667
Yadè	2 878	965	939
Total	4 191	2 856	2 295

Source : N.W. Mayeda, 1996, p. 47.

En examinant les statistiques de ce tableau, on se rend compte d'une nette progression du nombre de fidèles : de 511 baptisés au cours de dix premières années d'évangélisation (C. N. Kakou, 2007, p. 221), on compte jusqu'à 4 191 en 1955 avec 2856 catéchumènes qui reçoivent les cours de baptême. La différence est impressionnante : près de 3680 convertis au catholicisme en moins de vingt ans alors que la persécution était forte. Si ces chiffres sont à prendre avec beaucoup de réserve, il n'en demeure moins que la majorité des fidèles soit les anciens élèves, ou les élèves au regard de la méthode utilisée à Soumdina-bas pour contrôler les élèves : « Les élèves retenaient beaucoup l'attention du prêtre à Soumdina. Ceux qui s'absentaient au culte du dimanche, étaient punis le lundi matin après contrôle, le même contrôle ayant été fait lors du culte », témoigne Assoti Mathias¹¹.

Cette stratégie eut son effet sur la psychologie des enfants. Leur nouvelle vie exerça inévitablement une influence sur leurs frères car, selon le Saint-Siège, les jeunes élèves et collégiens ont un rôle capital qui consiste à créer des liens entre les missionnaires et les non chrétiens de toutes les classes de la société (K. Napala, 2007, p. 648). La chaîne de transmission du message divin étant faite, l'évangélisation devient facile. C'est alors que la résistance à la nouvelle religion fut atténuée. Ce qui permit au catholicisme de faire une percée spectaculaire.

D'autre part, la naissance du clergé "indigène" constitua un facteur attrayant pour les Kabyè. En effet, les responsables catholiques, comme les autres d'ailleurs, voyaient dans l'école une pépinière pour la formation de leurs collaborateurs issus du milieu indigène. En effet, la formation des hommes d'Église tenait beaucoup à cœur à Mgr Strebler, administrateur apostolique de Sokodé dès 1937. Pour celui-ci, il fallait concevoir une éducation de masse tandis que l'élite sera dirigée vers le sommet afin de promouvoir le clergé indigène (K. Napala, 2007, p. 646). L'éducation chrétienne devait donc préparer la relève de demain : maîtres, catéchistes, séminaristes. L'école est en clair, comme une semence pour le « clergé indigène » et les missionnaires ont atteint cet objectif en pays kabyè.

Déjà en 1946, quatre des sept séminaristes de la préfecture apostolique du Nord-Togo, étaient des anciens élèves du pays kabyè. Il s'agit des Pères Raphaël Adjola, Clément Agaté, Maurice Pèrèzi et Mgr Chrétien Bakpessi (Évêché de Kara, 2006, p. 9). En 1955, le pays kabyè comptait à lui seul 22 catéchistes sur un total de 51 que comptait le cercle de Lama-Kara (N. W. Mayeda, 1996, p. 47). Mais le corps

¹¹ Ancien élève à l'école primaire catholique de Soumdina-Bas, entretien du 09 mars 2010 à Soumdina-Sodoa.

ecclésiastique ne profita véritablement de l'école qu'avec l'ordination de Chrétien Bakpessi comme premier prêtre de Sokodé (en principe pour tout le Nord-Togo) le 21 décembre 1952, suivie de celle du Père Raphaël Adjola le 28 juillet 1956 (Évêché de Kara, 2006, p. 9).

L'Église grandit ainsi en effectif et gagna en personnel. Avec l'ordination des prêtres kabiye, les non chrétiens ne manquent pas d'admiration tandis que les chrétiens étaient plus confortés et inspirés pour embrasser et pratiquer librement le catholicisme. Ils se sentaient plus proches de leurs frères prêtres que des prêtres blancs. Le doute et les préjugés qu'ils se faisaient de la nouvelle religion s'effrite au profit de la foi chrétienne. Beaucoup n'hésitèrent pas à suivre l'exemple de leurs frères en se lançant dans le ministère du Christ. La motivation devint grande au sein de la communauté chrétienne. L'œuvre missionnaire prit alors une autre allure avec l'implication des autochtones qui, dans la société, forment une véritable classe possédant non seulement sa religion, mais encore son mode de vie, sa culture.

3.2. L'émergence des élites modernes¹² dans la société kabiye

L'enseignement catholique dispensé dans les écoles a indéniablement exercé une influence considérable sur les scolarisés et, par eux, sur la société kabiye. En 1956, celle-ci portait la marque indélébile de cet enseignement. La nouvelle classe sociale et les valeurs occidentales auxquelles elle aspire retiennent notre attention.

À l'époque coloniale, les élites modernes dont il est question étaient connues sous le nom d'« évolués ». Par ce terme péjoratif, l'administration coloniale désignait les Africains ayant un mode vie occidentalisé acquis soit par une éducation de type européenne, soit par la richesse. Cette classe d'élites modernes est née de la volonté des missionnaires catholiques d'entreprendre une modification radicale de la société par l'école. Certes, dans le cas qui nous concerne, toute la population ne fut pas atteinte, mais une partie : les jeunes inscrits à l'école du prêtre. Cette classe se démarque du reste de la société par son passage à l'école du blanc, son instruction. Ceux qui faisaient partie de cette classe étaient craints et respectés. En fait, qu'est-ce qui faisait de ces gens une classe exceptionnelle et valorisée ?

En effet, ils étaient les seuls à communiquer avec le Blanc, le missionnaire blanc ; ils lisent et écrivent aussi le français. Ces instruits étaient aussi des diplômés et salariés pour la plupart. Par conséquent, ils sont exempts des travaux forcés puisqu'ils font déjà partie soit de l'administration, soit du clergé. Comme l'explique le Père Raphaël Adjola, ils étaient très peu nombreux au départ : « Nous étions très peu à être scolarisés à cette époque (1938). De ce fait, nous étions craints et respectés par le reste de la population, y compris nos parents »¹³. La scolarisation a ainsi

¹² Par « élites modernes », on entend cet ensemble de personnes issues de l'école occidentale qui forme en fait une minorité assimilable à une classe sociale. Les élites modernes sont différentes des « élites traditionnelles » qui, par définition, jouissent d'une autorité ou d'une influence qui découle d'idées, de croyances ou de structures sociales dont les racines remontent à un lointain passé et que renforce une longue tradition (G. Rocher, 1968, p. 136).

¹³ Adjola Raphaël fut prêtre catholique, entretien du 22 avril 2009 à Kara.

conféré un pouvoir à ces élites leur permettant de se hisser au sommet de la hiérarchie sociale préexistante (les classes d'âges).

Face à la réussite de plusieurs, l'école devint dans les années 1950 un fétiche qu'il faut adorer de gré ou de force. Car son verdict est impitoyable. À preuve la supériorité dont le système social auréole les diplômés qui, du coup, se trouvent investis du pouvoir et chargés de la mission d'éduquer les « analphabètes » dont l'infériorité vient du seul fait de n'avoir pas fréquenté cette société d'initiation « moderne », qu'est l'école. Le fossé qui sépare les élites modernes du reste de la société est grand. Désormais, il n'existe plus d'égalité, par exemple entre l'instruit et celui qui ne l'est pas quand bien initiés la même année. Alors que l'instruit inspire de l'admiration de tout le monde, le non instruit fait l'objet de mépris en présence du premier. Ce mépris s'explique simplement par le fait qu'il porte en lui la marque indélébile de la non-fréquentation de l'école, une sorte d'impureté congénitale correspondant à l'état de l'incirconcis dans certaines sociétés devenues traditionnelles. De même que la circoncision, l'école purifie et libère l'adolescent (A. Touré, 1981, p. 55).

Cependant, cette classe est loin d'être homogène par rapport aux professions exercées par ses membres comme l'indique le tableau n°4.

Tableau n°4 : Liste de quelques élites modernes issues des écoles catholiques : 1931-1956

NOMS	PROFESSIONS
Amanga R. Mahèyiwè	Enseignante
Kelem Maturin	Ex-Directeur de l'OPAT
Kidjoomakim Dadja	Ingénieur de Génie Civil
Alaba Edouard	Professeur au CEG
Amah Gnassingbé	Ex-Ministre d'État
Kambia Etienne	Ex-Inspecteur de l'Éducation Nationale
Bename Justin	Enseignant
Kagbara Jean Marie	Directeur général de la CNSS
Napo Sébou	Ex-Ambassadeur du Togo en France
Tchologue N'guitcha	Enseignant
Djassoa Christophe	Professeur à l'UL
Akpeli Mayélé Bazile	Gendarme
Bamali Walla	Enseignant

Source : A. Baféi A., 2010, p. 73.

Il faut signaler que cette liste n'est pas exhaustive. De plus, il y avait plusieurs qui n'ont pas certes occupé de postes administratifs, mais qui étaient tout de même considérés dans la société. Font partie de ce groupe de personnes les femmes ayant reçu la formation à l'école ménagère de Kara-ville ou encore dans d'autres écoles.

Par ailleurs, soulignons sans aller dans les détails que l'école catholique n'a pas entraîné que la mobilité sociale, elle a été aussi un facteur de brassage social. La promotion sociale de ces scolarisés de la première heure fut un élément d'encouragement pour les parents et les enfants qui, autrefois, étaient réticents à l'école catholique. Les élites modernes ne savaient pas que lire et écrire le français. Investies d'un pouvoir économique (puisque salariés), les élites modernes savaient aussi vivre comme le colon blanc, prêtes à renoncer à la culture kabiye.

3.3. L'adoption des valeurs occidentales et le début d'acculturation du Kabiye

Animés d'un esprit de supériorité et de civilisé, certains instruits n'ont pas hésité à apporter des retouches aux valeurs culturelles kabiye. En fait, le mode de vie des instruits, leurs nouvelles croyances sont le corollaire de l'enseignement qu'ils ont reçu à l'école du colonisateur, notamment le missionnaire. Non seulement cet enseignement n'était pas adapté aux réalités du pays kabiye, mais encore il a été donné exclusivement en français. En effet, l'imposition de la langue française, au détriment des langues autochtones, a été le principal vecteur du processus d'acculturation des scolarisés. L'imposition de la langue française étrangère a été aliénante. Si l'apprentissage du français a certainement été bénéfique pour les élèves, les conditions de son apprentissage ne l'ont pas toutes été : les méthodes et les techniques préconisées ne sont pas ici en cause, mais les pratiques contraignantes. Une langue ne s'impose pas et ne s'apprend pas par la force : le "signal", dont les adultes qui l'ont connu, rient aujourd'hui volontiers, mais toujours avec une certaine amertume, ainsi que son corollaire, les punitions corporelles, ont traumatisé les scolarisés et ont nui sans aucun doute, à une construction équilibrée de leur personnalité (D. F. F. Gbikpi Benissan, 2006, p. 1118). Ceci était plus frappant chez les Kabiye, qui avaient du mal à établir la différence entre les consonnes "S et Z", "T et D" ; "P et B" ; etc. Dans ces conditions, l'apprentissage se faisait à coups de fouet (A. Baféi, 2010, p. 75).

Ainsi, l'utilisation courante de la langue française par les scolarisés a créé une coupure linguistique entre eux et les non-scolarisés. Or, le véhicule de toute culture est la langue. La minorité instruite kabiye, classée supérieure à ceux qui ne parlaient pas le français et hissée en haut de la hiérarchie sociale, participait par conséquence à la culture française. À la coupure sociale et linguistique s'ajoute la coupure culturelle. Quelques années d'études suffisaient pour que les élèves soient convaincus de leur infériorité et celle de la culture kabiye. Ils avaient du mal à renouer avec le kabiye, qu'ils parlent d'ailleurs très mal puisqu'ils employaient déjà les mots français pour communiquer, non seulement entre eux, mais aussi avec les non scolarisés afin de marquer la différence et leur supériorité sur ces derniers. Les plus usuels de ces mots étaient "bon" ; "mais" ; "donc" ; "non" ; "oui" ; etc.

Pas plus que l'école qui était sur le point de se substituer aux valeurs intégratives kabiye à base d'initiation et aux modèles parentaux, les nouveaux lieux de travail des élites modernes ont contribué à l'acculturation et au mimétisme observés chez ces élites. En effet grâce à leur instruction, ces élites travaillent

désormais dans les bureaux administratifs, services publics, industries, commerces où le colonisateur tente de reproduire les habitudes, le climat, les attitudes, les conduites qui lui sont familières et qu'il juge nécessaires et efficaces. Les autochtones qui y sont embauchés sont progressivement entraînés à adopter des comportements, et souvent des valeurs, qui peuvent être plus ou moins étrangers à leur culture originale. Ils y seront amenés à la fois par le respect que leur impose le colonisateur et par pression socialisatrice qu'exerce le milieu de travail. En particulier, les promotions étant attribuées aux travailleurs les plus « évolués », c'est là, du moins pour certains travailleurs, un élément de motivation pour s'identifier et se conformer à la culture proposée par le sous-système colonisateur (G. Rocher, 1968, p. 233-234). Du coup, leurs habitudes alimentaires et vestimentaires changent.

Dans le cas des Kabiye, le pis était venu de l'enseignement religieux reçu à l'école du prêtre. Les missionnaires catholiques qui ont implanté les écoles en pays kabiye, ont apporté avec eux une certaine façon de vivre, de penser et de parler, une certaine conception de l'organisation du travail. Toutes ces nouvelles façons de faire sont apprises à l'école qui devient indéniablement le lieu de rupture avec les conceptions ancestrales. Ce qui, sous le toit paternel, a valeur de sacré peut être considéré à l'école comme superstition ou même inexistant (N. W. Mayeda, 2009, p. 326). Il s'en suivit une déperdition des us et coutumes. Plusieurs étaient ces jeunes qui, après quelques années d'études, ont du mal à accepter les cérémonies initiatiques évala et *akpéma*, qu'ils considéraient comme « sataniques ». Ils s'éloignaient par conséquent des idoles et des divinités. Désormais, ils se proclament libres des contraintes sociales et des tabous qu'ils peuvent (sans être inquiétés) conformément aux enseignements religieux qu'ils ont reçus¹⁴. Dans les lignes précédentes, nous avons évoqué l'augmentation des fidèles catholiques : c'est la conséquence directe de la spécificité de l'école catholique. La conversion au catholicisme n'est rien d'autre que la négation de la religion kabiye devenue traditionnelle. Nouvelle religion, nouvelle identité : les élèves païens devenus chrétiens renoncent à leurs prénoms (leur ancienne identité) comme "Kpatcha", "Hodalo", "Pyalo", "Nèmè" ou "Tcha", etc. pour devenir des "Justin", "Charles", "Rosalie", "Etienne", "Albert", "François"¹⁵, etc. C'est là une perte d'identité de la plupart des élites modernes, la transformation radicale de l'être, la formation du Kabiye nouveau au moyen de l'école.

Au plan matrimonial, les instruits, particulièrement ceux issus des écoles catholiques sont en rupture avec la conception du mariage d'autrefois. En effet, au cours de l'enseignement religieux notamment, le missionnaire ou le maître-catéchiste inculque à ses fidèles et principalement aux femmes les notions du mariage chrétien avec les exigences qu'il comporte : unicité et indissolubilité du mariage, liberté du choix et du consentement des époux, chasteté pour tous avant et

¹⁴ II corinthiens 6 : 14-18.

¹⁵ L'adoption de nouveaux noms survient généralement lors du baptême d'eau.

après le mariage, le respect mutuel des époux, dignité et égalité de la femme avec l'homme devant Dieu et devant la loi. Aussi, sont-elles libres dans le choix de leur conjoint (Colloque d'Abidjan, 1978, p. 99). C'était justement pour résoudre à long terme le problème de famille et des mariages polygames au Togo, que les Missions mirent l'accent sur l'éducation des jeunes filles. En effet, elles s'étaient investies dans un premier temps, un peu plus, dans la scolarisation des garçons, conformément à la volonté des parents. Mais devant la multiplication des mariages précoces de jeunes filles chrétiennes avec des polygames ou avec des hommes qu'elles n'ont pas choisis, les missionnaires apportèrent un soin égal à la scolarisation des deux sexes. Il s'agissait d'abord d'inciter les parents à veiller à la préservation des petites filles, condition indispensable de leur formation ultérieure, intellectuelle, religieuse, morale et culturelle. Ensuite, les pères, les sœurs, les catéchistes et les maîtres d'écoles se chargeaient de leur formation dès l'âge scolaire. Ainsi, les filles qui fréquentaient les écoles missionnaires et les religieuses, adoptèrent progressivement la mentalité chrétienne. Il leur devenait par conséquent, très difficile voire inacceptable d'épouser un vieux, polygame de surcroît (K. Napala, 2007, p. 674-675).

Conclusion

En somme, basée sur le prosélytisme religieux, la politique scolaire de la mission catholique a été prodigieuse en pays kabyè. Cette politique scolaire se résume en trois points essentiels. Il s'est agi d'abord de se servir de l'école afin de s'assurer des fidèles ; de faire ensuite d'eux le clergé indigène, relève de demain et enfin de réfuter les erreurs en tout genre que répandent de plus en plus les non catholiques et qui atteignent surtout les jeunes, ouvertement ou en secret.

Ainsi, en un quart de siècle (1931-1956), l'Église catholique a implanté en pays kabyè une trentaine d'écoles. Parmi celles-ci, celle de Yadè-Sud était régionale dès 1944 accueillant ainsi tous les élèves des autres écoles de la région qui ne menaient pas au certificat d'études primaires élémentaires. Par ailleurs, l'Église catholique a le mérite d'avoir implanté en pays kabyè l'unique établissement secondaire de l'époque : l'institution secondaire catholique de Lama-Kara ouverte en octobre 1956. Ainsi, le nombre important des écoles catholiques et leur popularité qui dépasse le cadre géographique du pays kabyè justifient la prépondérance scolaire de la mission catholique en pays kabyè.

En 1956, l'Église catholique parvint, au moyen de ses écoles, à s'enraciner dans la société kabyè qui connut un début de transformations et de modernisation des mentalités dans le sens d'une occidentalisation manifeste. La conversion des écoliers kabyè au catholicisme, leur mobilité sociale et spatiale ont pour corollaire la destruction des valeurs culturelles existantes entraînant ainsi un divorce entre la culture véhiculée par l'école, celle des élites modernes et la culture ancestrale. N'est-ce pas là une preuve de la réussite missionnaire réalisée par la mission catholique en pays kabyè au moyen de l'école ?

Références bibliographiques

1. Sources orales

ASSOTI Mathias, 74 ans, ancien élève à l'école primaire catholique de Soumdina-Bas, entretien du 09 mars 2010 à Soumdina-Sodoa.

ADJOLA Raphaël, 84 ans, prêtre catholique, entretien du 22 avril 2009 à Kara.

2. Bibliographie

BAFEI Abai, 2010, *L'œuvre scolaire de la mission catholique en pays kabiye (1931-1956)*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Kara.

BATCHABANI Essoyeke, 2007, *Travail et travailleurs du pays kabiye de la fin du XIXe siècle à l'indépendance du Togo (1960)*, rapport de recherche en histoire, Université de Kara.

COLLOQUE D'ABIDJAN, 1978, *Civilisation noire et Église catholique*, Éditions Présence Africaine, Paris.

ÉVÊCHÉ DE KARA, 2006, *Le Diocèse de Kara : De l'implantation des Pères SMA (1926) à nos jours (2006)*.

GAYIBOR Nicoué Lodjou, 2011, *Histoire des Togolais. Des origines aux années 1960. Tome 4. Le refus de l'ordre colonial*, Presses de l'Université de Lomé, Lomé.

GBIKPI-BENISSAN Datè Fodio F., 2006, *La Politique scolaire de la France au Togo du début du mandat à la fin de la tutelle (1922-1956)*, thèse de doctorat d'Etat en sciences de l'Éducation, Université du Bénin, Lomé.

KAKOU Courier Noël, 2007, *Conquêtes coloniales et intégration des peuples : cas des Kabiye au Togo (1898-1940)*, Paris, L'Harmattan.

MAYEDA Ningui Wéssowa, 1996, *L'Église catholique au Nord-Togo des origines à 1960*, mémoire de maître en histoire, Université du Bénin, Lomé.

MAYEDA Ningui Wéssowa, 2002, *Christianisation et mutations socioculturelles au Togo septentrional au temps colonial (1896-1960)*, mémoire de D.E.A. en histoire, Université du Bénin, Lomé.

MAYEDA Ningui Wéssowa, 2009, *Christianisation et mutations socioculturelles au Togo septentrional au temps colonial (1896-1960)*, thèse de doctorat en histoire, Université du Bénin, 440 p.

NAPALA Kuwèdaten, 2007, *Les forces religieuses et les rapports interreligieux au Togo sous la colonisation française : 1914-1960*, thèse de doctorat en histoire, Université Michel de Montaigne, Bordeaux 3.

PECHOUX Laurent, 1939, *Le mandat français sur le Togo*, thèse de doctorat en droit, Université de Dijon.

OCCANCEY Siméon Kwami, 1972, *Contribution à l'histoire de l'enseignement au Togo*, thèse de doctorat, Université de Strasbourg.

PADABADI M. S., 2006, *Historique de la paroisse de Yadè de 1926 à Tchitchao jusqu'en 2006*.

POSSOLI Pimalinam, 2007, *Le Collège Chaminade de Kara (1956-2006)*, rapport de recherche en histoire, Université de Kara.

ROCHER Guy, 1968, *Le changement social*, Éditions HMH, Ltée.

Abäi BAFEI, Komlan KOUZAN / La politique scolaire de la mission catholique en pays
Kabiyè (1931-1956) / revue *Échanges*, n° 22, juin 2024

SANDA E. Pya-Abalo, 2006, *La scolarisation du Nord-Togo au temps colonial (1912-1960)*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Lomé.

TOURE Abdou, 1981, *La civilisation quotidienne en Côte d'Ivoire : procès d'occidentalisation*, Éditions Karthala.